

Ce livre paraît au moment où la France traverse une crise majeure. Par l'expression du suffrage universel, elle vient de se choisir ceux qui sont appelés à la gouverner... Ils sont maintenant tous en place, élus de façon démocratique, pour cinq ans. Quoi qu'il en soit des tares du système dont ils héritent, (et que, pour certains, ils ont contribué à installer), leur tâche, comme leur responsabilité à assumer est entière. Ils n'ont guère le choix. Ils n'ont qu'une chance de s'en sortir : celle d'opérer dans leur tête, dans leurs comportements, dans leurs habitudes, dans leur conception du politique et de l'éthique, un virage à 180°. Ils n'ont plus droit à l'erreur. À vouloir ignorer la réalité des faits, à nier la fracture qui s'est révélée soudain au grand jour au-delà des clivages politiques traditionnels, ils ne feraient qu'entretenir pour un temps une situation qui réserve à la France à moyen terme les heures les plus sombres. À regarder de plus près, on constate, que ce sont les mêmes qui se retrouvent, une fois de plus, aux postes de commande, même si c'est par personnes interposées et jeu des alternances.

À défaut d'un apport significatif en sang neuf, ceux qui détiennent le pouvoir, auront-ils, du fait de l'extrême gravité de la situation et de son urgence, un sursaut leur permettant, par une sorte de prise de conscience miraculeuse, l'opportunité de se dépasser ? de se surpasser et d'aller au-delà d'eux-mêmes ? Nous aimerions le croire. Attendons donc le miracle qui permettra à la France *d'en haut* de regarder sans trop de condescendance la France *d'en bas*, de l'écouter, de dialoguer avec elle et de satisfaire ses justes attentes, plutôt que de couvrir d'anathèmes ceux qui ont manifesté leur ras-le-bol, soit par une abstention massive, soit par une tentation les poussant à adopter l'extrémisme de droite ou de gauche. C'est vrai que dans notre pays les bénéficiaires du système sont toujours un peu trop du même côté, depuis trop longtemps, en art, comme en politique, et que les choses doivent changer. C'est à l'Etat le premier de se réformer, d'assurer la sécurité des citoyens, d'appliquer la justice, de faire respecter l'égalité, d'être à l'écoute des besoins de tous. Ce séisme, révélé par les der-nières élections, secoue aussi en profon-

deur le milieu des artistes et interroge leur condition¹. Il n'est pas sûr que ceux qui sont montés au créneau, dopés par les médias, pour défendre la démocratie prétendument en danger, avec tant d'emphase, ne défendaient pas d'abord leurs propres privilèges².

¹. Un exemple parmi d'autres : mail en date du 11 juin 2002 diffusé sur Internet par l'association *Jeune Création* :

En début d'année, vous avez soutenu notre association d'artistes qui risquait d'être expulsée de son local fin juin. Nous avons été très sensibles à votre geste, malheureusement aujourd'hui concrètement la situation ne s'est guère éclaircie. Notre situation : Pour l'instant *Jeune création* travaille toujours dans le local qu'elle occupe à titre presque gratuit (bail précaire). Cet espace appartient à la SEMAPA (société d'économie mixte dont le président est Serge Blisko, Maire du 13^{ème} arrondissement). Le 30 juin prochain, le bail arrive à son terme. Contractuellement, nous devons quitter les lieux ou payer une astreinte de 5000 francs par jour au-delà du terme. En l'absence d'un autre lieu pour nous accueillir, nous ne pouvons – sans saborder l'association – quitter le local que nous occupons actuellement rue du Château des Rentiers. Or il n'entre pas dans nos intentions de dissoudre *Jeune Création* après 53 ans d'activités sans défaillance au service de l'art vivant et des artistes. Nos finances ne nous permettent évidemment pas de payer les astreintes journalières prévues en cas de maintien dans les lieux, ni de même de payer l'éventuel loyer d'un autre espace. Etat des démarches entreprises : *La Mairie de Paris* (Christophe Girard) nous a, depuis plus d'un an, verbalement assuré de son soutien. Elle déclare ne pas avoir de locaux à nous proposer et nous a conseillé de trouver nous-même un local, dont le coût serait couvert par une subvention spécifique de la ville. Nous avons fait une demande spécifique de subvention pour payer un loyer. Nous avons cherché des locaux et nous en avons trouvé mais avons constaté que les bailleurs demandaient des garanties financières (que nous n'avons pas) ou un engagement écrit de la Mairie (que nous n'avons pas non plus). Nous n'avons, à l'heure actuelle, aucune réponse de la Mairie concernant notre demande de subvention ou d'éventuelles autres solutions (certains courriers postés en recommandé à la Mairie n'ont même pas été récupérés !). Enfin nous n'avons jamais réussi à obtenir un rendez-vous auprès de Serge Blisko, *Maire du 13^{ème} arrondissement de Paris et président de la SEMAPA* (c'est notre troisième demande...).

Ainsi les nouvelles sont les plutôt sombres... En fait, rien n'est réglé !

². Or ces artistes - de Télémaque à Viallat en passant par Cueco, Pignon-Ernest ou Buraglio, pour citer des œuvres diverses - ont eu le sentiment, à partir des années 90, que l'instrument qu'ils avaient contribué à créer leur était devenu hostile (*Et oui la roue tourne ! c'est nous qui soulignons*) Pourquoi hostile ? Parce qu'une génération de vingt

Plus d'un, parmi eux, s'est réveillé le lendemain avec la gueule de bois, tout surpris de la couleur du bulletin qu'il avait mis dans l'urne et de sa conséquence logique. Il n'est pas sûr, non plus, que ceux qui se sont tus, beaucoup plus nombreux ceux-là, murés dans un silence prudent, se tairont toujours, et que leur exaspération ne cherchera pas un jour d'autres canaux à leurs frustrations ?

Le monde de l'art contemporain, et celui de son enseignement, sont eux-mêmes depuis des années des systèmes d'exclusion, et de favoritisme, qui fonctionnent à l'avantage de personnes ou de clans bien identifiés, avec la complaisance avérée des pouvoirs publics, sinon leur franche complicité.

Le monde de l'art ne devrait-il pas être, au contraire, celui de la générosité, du partage, de l'altérité, celui du *sens premier*, dont nos sociétés ont tellement besoin dans cette crise ?

Je dédie ce livre à tous mes étudiants en art qui ne sont pas devenus par la force des choses : chauffeurs de taxi, agents immobiliers, dentistes ou entrepreneurs des pompes funèbres, comme c'est le cas pour un trop grand nombre d'entre eux... mais bien des artistes à part entière ! Des artistes qui pourront, de ce fait, attester d'un vrai statut, économique, social et professionnel, d'artiste reconnu (?) Un statut et un talent acquis par leur formation dans une école des beaux-arts en France ! Mais combien sont-ils en vérité ? Se comptent-ils par dizaines de milliers, comme le nombre effectif des étudiants inscrits chaque année dans nos établis-

ou trente ans, celle de Nicolas Bourriaud et de Jérôme Sans, a pris le pouvoir dans les institutions parisiennes - à la DAP, au Palais Tokyo évidemment ou à l'AFAA (Association française d'action artistique), qui est supposée défendre l'art français à l'étranger. Elle a prétendu imposer son esthétique - le relationnel - (*trente ans après l'esthétique de la communication, c'est nous qui soulignons...*), ses certitudes, la mort de la peinture, entre autres - et son mode de fonctionnement, fondé sur les pouvoirs et les crédits publics (...) Ce divorce de la gauche et des artistes n'explique certes pas tout du résultat du premier tour. Il est seulement exemplaire d'une dérive bureaucratique et d'une absence de dialogue qui ont conduit à la dépolitisation d'un monde dans lequel, autrefois, l'engagement était la règle et l'indifférence (*et la magouille pour le profit, c'est nous qui soulignons...*) l'exception. Philippe Dagen, *Le Monde*, vendredi 10 mai 2002.

sements, ou plutôt sur les doigts d'une main... comme c'est hélas la triste réalité ?

Tout le problème est là ! En fait, il ne s'agit pas uniquement d'une crise du système de l'art, ou de celle de son enseignement public, mais d'une crise majeure. Une crise qui affecte la société française tout entière. Une société vieillissante et passéiste dans beaucoup de domaines, sur laquelle pèse le poids excessif d'une tradition beaucoup trop prégnante. Ne nous laissons pas abuser par les fausses provocations d'un art dépolitisé et aseptisé, dont la soi-disant modernité se cantonne aux injonctions de la mode et de son commerce, pimentée, ici ou là, de quelques clins d'œil publicitaires à la pornographie ou au voyeurisme. Un art qui n'a plus à offrir, le plus souvent, que l'incommensurable vertige de son inanité. Rassurez-vous immédiatement, si vous étiez inquiets : avec lui il n'est pas question de descente maudite aux enfers, mais tout au plus de visites, sagement accompagnées et sans périls, dans l'univers régressif des peluches enfantines. Un art orchestré et manipulé par le marché, dont les valeurs sont attribuées et légitimées par des institutions qui lui sont asservies, au point que ce ne sont plus les artistes qui le produisent et l'imposent, cet art, mais bien les marchands eux-mêmes et quelques conservateurs d'art contemporain, qui se trouvent avoir la main au bon moment³.

Je m'adresse maintenant, ici, au ministre de la Culture mis en place dans le gouvernement après les élections. Je veux bien laisser de côté pour l'instant le différend de fond qui m'a opposé, il y a quelques années, à

³. Il est à remarquer que ces marchands, désormais incontournables, et ces prescripteurs de valeurs que représentent les conservateurs de musée sont pour la plupart, depuis trente ans, des opérateurs étrangers, à l'exception de Pierre Restany, qui a su à la fois inventer, découvrir, théoriser et imposer le mouvement des Nouveaux-Réalistes sur la scène internationale... Il nous faut bien constater que le phénomène de mondialisation et de concentration des pouvoirs entre quelques mains, auquel nous assistons aujourd'hui d'une façon accélérée sur la planète, s'est mis en place très tôt dans le domaine de l'art. Les Etats-Unis et l'Allemagne s'en partagent le quasi-monopole, pour tout ce qui relève de la "création" de valeurs, qui sont aujourd'hui reconnues, dûment "muséables" et "monnayables".

l'établissement dont il a été en charge au plus haut niveau⁴. Voici donc ce que j'ai aujourd'hui à lui dire, en acceptant volontiers d'éponger l'hypothèque du passé, pour repartir d'un bon pied et manifester une volonté de dialogue, en le regardant droit au fond des yeux :

Monsieur le ministre,

C'est un artiste et un enseignant qui vous parle. Le moment est historique. Vous êtes confronté désormais à la nécessité en quelques mois, pour réussir votre mission (mission impossible ?), d'opérer une rupture, de devenir une quasi « autre » personne ! De larguer vos amarres et de prendre vos distances par rapport à tout ce qu'ont pu être vos fonctions par le passé. Si votre objectif est le dialogue, la mise en œuvre de la transparence, la présence des artistes plasticiens français sur la scène internationale, la réforme réussie et rapide d'un appareil administratif sclérosé, alors vous avez une chance. Tout est possible ! Si votre action vise à mettre fin au favoritisme, procéder au renouvellement et rajeunissement des responsables en place, si votre intention est le partage des décisions avec les artistes dans la concertation, l'écoute et la satisfaction des besoins des créateurs dans leur diversité, votre chance sera plus grande encore. Si enfin votre intime conviction est celle de promouvoir un art « autre », un art de participation, ouvert à la modernité sociale et technologique (un art qui n'a pas eu d'autre perspective, à ce jour, que de devoir choisir entre le spectacle ou l'élitisme...) alors, et seulement alors, vous aurez une chance de rentrer dans l'histoire ! Une chance de participer à la mutation de la culture en cours. Cette chance n'a pas été donnée à vos prédécesseurs ! Ne la laissez pas passer ! Vous en avez l'impérieuse responsabilité, au-delà de vous-même, pour ce que doit être l'art de votre temps et celui de votre pays. Le défi n'est pas facile à relever. L'alternative est simple : ou rester comme ministre un chef de clan,

⁴. Procès, Fred Forest contre le Centre Georges Pompidou, pour manque de transparence. "Fonctionnement et dysfonctionnement de l'art contemporain : un procès pour l'exemple", l'Harmattan, Paris 2000.

dans la lignée de ceux qui vous ont précédé, reconduire le système à quelques variantes près, ou par l'effet d'une alchimie réussie, vous retrouver soudain, littéralement « transcédé », en position d'incarner une autre réalité politique, civique, éthique solidaire, fraternelle et humaine. Pour nourrir un tel espoir sur votre conversion et faire un pari aussi osé, je n'en appelle nullement au Saint-Esprit, je ne fais que me référer à l'un de vos collègues au gouvernement, quand il s'interroge pour nous dire : « Saurons-nous, simplement, penser autrement ?⁵ ». Edouard Balladur surenchérit : « Voilà la majorité en possession de tous les leviers de pouvoir, en mesure de gouverner en conformité avec ses promesses. La première condition pour réussir c'est de ne pas oublier le résultat inattendu du premier tout de l'élection présidentielle. La confiance que nous ont accordée nos concitoyens est conditionnelle sous bénéfice d'inventaire. C'est la dernière fois, nous ont-ils dit, vous n'avez plus le droit de nous décevoir. Comme si, sceptiques et revenus de tout, ils n'attendaient plus grand chose de ceux qui ambitionnent de les représenter, les jugeant peu différents les uns des autres dans leurs projets. Ne l'oublions pas. »⁶

Tout est là : savoir penser autrement ! C'est à la fois si simple et si compliqué. C'est dans cette mutation des esprits, et votre capacité à la mettre en œuvre, ou non, que résident désormais votre fonction et votre destin de ministre. Le reste n'est qu'un peu d'écume sur la surface de la mer. La marge est étroite. Je sais bien que vos contraintes politiques, financières, administratives, idéologiques dont vous êtes tributaires sont multiples et écrasantes. Mais cela ne peut en rien constituer une excuse en soi. Seule la volonté

⁵. "C'est donc bien à une révolution morale et mentale qu'il faut s'atteler, dans la lignée de la révolution romantique en poésie (...) Saurons-nous renoncer à une part de nous-mêmes pour élargir notre vision et conserver dans un ensemble plus vaste les ambitions qui ont toujours été les nôtres ? Saurons-nous, simplement penser autrement ?" Dominique de Villepin, *Le cri de la Gargouille*, Plon, Paris 2002.

⁶. Edouard Balladur, ancien premier ministre, est député (UMP-RPR de Paris) *Le Monde*, "Un esprit nouveau", mardi 27 août 2002.

compte. Cette interpellation que je vous fais, ici, est sans doute pour son résultat concret attendu une pure utopie. C'est ainsi du moins ce que pourront penser les sceptiques et les réalistes qui n'ont pas pour habitude de rêver. Mais sans utopie, comment voulez-vous donc que le monde change ? Et que vous-même, Monsieur le ministre, puissiez devenir quelqu'un d'autre, du jour au lendemain, dans l'urgence d'une conjoncture qui l'exige ? Il ne vous reste plus qu'à nous administrer, maintenant, la preuve de votre propre révolution intérieure. Si par chance c'est le cas, un dialogue fructueux pourra alors commencer et une nouvelle ère s'ouvrir en France pour l'art et la culture et nous l'espérons aussi... pour tout le reste. Dans le cas contraire, au-delà de la phraséologie politique convenue, de droite comme de gauche, la France à moyen terme est promise, à coup sûr, à se figer encore un peu plus dans son immobilisme, et à faire face dans un proche avenir aux convulsions les plus inattendues et certainement aux événements les plus dommageables de son histoire. Ceux qui ont en main l'appareil de l'Etat aujourd'hui ne doivent jamais oublier que ce qui compte dans leur mission et leur fonction, c'est avant tout le « sens ». Faire du sens. Un sens qu'ils sauront promouvoir par leurs décisions et par leurs actes, et c'est ce sens, ce sens seulement, qui validera alors le suffrage par lequel ils ont reçu le pouvoir qu'ils détiennent. Monsieur le ministre, saurez-vous, simplement penser autrement ? L'essentiel c'est que vous ayez compris que plus rien désormais ne pourra jamais être comme avant, et que vous trouviez (si jamais par chance vous l'avez compris ?) l'indépendance, les ressources intellectuelles et les moyens matériels qui, en vertu des fonctions que vous détenez, vous permettront, tout simplement... de changer la vie. Si ce n'était pas le cas, il vous faudrait alors reconnaître votre échec personnel, vous résoudre à démissionner et, une fois pour toute supprimer un ministère de la culture qui n'est même pas capable de vous faire rêver.

Il ne nous reste plus qu'à attendre, maintenant, la suite des événements, sans préjugé aucun, en vous regardant : penser, décider et agir.

Veillez agréer, Monsieur le ministre...

Fred Forest, artiste et citoyen.